

Bordereau attestant l'exactitude des informations - AVIGNON - 8401 - Documents comptables (B-S) - Dépôt le 13/09/2024 - 14906 - 1999 B 40295 - 421 906 132 - 801 FRANCE

Comptes Annuels
Période du 01/01/2023 au 31/12/2023

SARL 801 FRANCE

126 Z.A.La Prato 1 84210 PERNES LES FONTAINES France

exponens 

Société d'Expertise Comptable et de Commissariat aux Comptes
inscrit au tableau de l'ordre de Paris
<http://www.exponens.com>

*Lu et approuvé
Stéphane
g*

COMPTES ANNUELS

- BILAN ACTIF -

801 FRANCE

du 01/01/2023 au 31/12/2023

	N			N-1
	Brut	Amort. et Prov.	Net	
ACTIF IMMOBILISE				
Capital souscrit non appelé				
Immobilisations incorporelles (1)				
Frais d'établissement				
Frais de développement				
Concessions, brevets et droits similaires				
Fonds commercial				
Autres immobilisations incorporelles				
Avances et acomptes sur immobilisations incorporelles				
Immobilisations corporelles				
Terrains				
Constructions	11 011	11 011		
Installations techniques, matériel et outillages industriels	15 787 090	7 285 882	8 501 208	7 118 128
Autres immobilisations corporelles	983 076	584 633	398 443	372 194
Immobilisations en cours				
Avances et acomptes	1 672 760		1 672 760	906
Immobilisations financières (2)				
Participation évaluées selon méthode équivalence				
Autre participations				
Créances rattachées à participations				
Autres titres immobilisés				
Prêts				
Autres immobilisations financières	6 953		6 953	6 953
TOTAL ACTIF IMMOBILISE	18 460 889	7 881 525	10 579 364	7 498 180
ACTIF CIRCULANT				
Stocks				
Matières premières et approvisionnements				
En cours de production de biens				
En cours de production de services				
Produits intermédiaires et finis				
Marchandises				
Avances et acomptes versés sur commandes	206 334		206 334	91 210
Créances (3)				
Clients et comptes rattachés	433 581		433 581	2 206 846
Autres créances	8 333 254		8 333 254	2 379 474
Capital souscrit et appelé, non versé				
Trésorerie				
Valeurs mobilières de placement				
Disponibilités	1 145 656		1 145 656	655 144
Comptes de régularisation				
Charges constatées d'avance	106 373		106 373	98 131
TOTAL ACTIF CIRCULANT	10 225 198		10 225 198	5 430 805
Frais d'émissions d'emprunt à étaler				
Primes de remboursement des obligations				
Ecart de conversion actif				
TOTAL ACTIF GENERAL	28 686 087	7 881 525	20 804 562	12 928 986
Renvois:				
(1) Dont droit au bail :				
(2) Dont part à moins d'un an :				
(3) Dont part à plus d'un an :				

- BILAN PASSIF -

801 FRANCE

du 01/01/2023 au 31/12/2023

	N	N-1
CAPITAUX PROPRES		
Capital social ou individuel (dont versé: 10161970)	10 161 970	4 696 970
Primes d'émission, de fusion, d'apport		
Ecart de réévaluation		
Réserve légale	217 937	199 840
Réserves statutaires ou contractuelles		
Réserves réglementées		
Autres réserves	3 737 137	3 393 295
Report à nouveau		
Résultat de l'exercice (bénéfice ou perte)	-3 240 258	361 938
Situation Nette	10 876 786	8 652 044
Subventions d'investissement		
Provisions réglementées	748 270	911 214
TOTAL CAPITAUX PROPRES	11 625 055	9 563 258
AUTRES FONDS PROPRES		
Produit des émissions de titres participatifs		
Avances conditionnées		
TOTAL AUTRES FONDS PROPRES		
PROVISIONS		
Provisions pour risques		
Provisions pour charges		
TOTAL PROVISIONS		
DETTES (1)		
Emprunts obligataires convertibles		
Autres emprunts obligataires		
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit (2)	1 070	1 378
Emprunts et dettes financières divers (3)	275	
Avances et acomptes reçus sur commandes en cours		
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	740 445	1 714 423
Dettes fiscales et sociales	6 042 488	1 649 927
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés		
Autres dettes	2 395 229	
Comptes de régularisation		
Produits constatés d'avance		
TOTAL DETTES	9 179 507	3 365 728
Ecart de conversion passif		
TOTAL PASSIF GENERAL	20 804 562	12 928 986
Renvois :		
(1) Dettes :		
	à Plus d'un an	
	à moins d'un an	
(2) Dont concours bancaires courants et soldes créditeurs de banque :	9 179 507,00	
(3) Dont emprunts participatifs :	1 070,00	

- COMPTE DE RESULTAT -

801 FRANCE

du 01/01/2023 au 31/12/2023

			Total	N-1
Produits d'exploitation	France	Export		
Ventes de marchandises				3 064
Production vendue - biens				
Production vendue - services	5 357	27 086 633	27 091 990	20 986 745
Chiffre d'affaires net	5 357	27 086 633	27 091 990	20 989 809
Production stockée				
Production immobilisée				
Subventions d'exploitation				
Reprises sur amortissements et provisions, transferts de charges			200 869	14 300
Autres produits			2 108	12
Total des produits d'exploitation I (1)			27 294 966	21 004 121
Charges d'exploitation				
Achats de marchandises (y compris droits de douane)				
Variation de stock (marchandises)				
Achats de matières premières et autres approvisionnements				
Variation de stock (matières premières et approvisionnements)				
Autres achats et charges externes (3)			6 599 233	5 682 666
Impôts, taxes et versements assimilés			1 020 290	803 238
Salaires et traitements			12 105 968	8 748 445
Charges sociales			3 920 681	2 883 569
Dotations d'exploitation sur immobilisations - dotations aux amort...			2 236 112	1 777 472
Dotations d'exploitation sur immobilisations - dotations aux provl...				
Dotations d'exploitations sur actif circulant : dotations aux prov...				
Dotations d'exploitation pour risques et charges : dotations aux p...				
Autres charges			10 707	5 293
Total des charges d'exploitations II (2)			25 892 991	19 900 684
RESULTAT D'EXPLOITATION (I - II)			1 401 975	1 103 437
Opérations en commun				
Bénéfice attribué ou perte transférée III				
Perte supportée ou bénéfice transféré IV				
Produits Financiers				
Produits financiers de participations (5)				
Produits des autres valeurs mobilières et créances de l'actif immo...				
Autres intérêts et produits assimilés (5)			2 143	106
Reprises sur provisions et transferts de charges				
Différences positives de change			4 853	
Produits nets sur cessions de valeurs mobilières de placement				
Total des produits financiers (V)			6 996	106

- COMPTE DE RESULTAT -

801 FRANCE

du 01/01/2023 au 31/12/2023

	Total	N-1
Charges Financières		
Dotations financières aux amortissements et provisions		
Intérêts et charges assimilées (6)		
Différences négatives de change	15 658	
Charges nettes sur cessions de valeurs mobilières de placement		
Total des charges financières (VI)	15 658	
RESULTAT FINANCIER (V) - (VI)	-8 662	106
RESULTAT COURANT AVANT IMPÔTS (I - II + III - IV + V - VI)	1 393 312	1 103 543
Produits Exceptionnels		
Produits exceptionnels sur opérations de gestion		
Produits exceptionnels sur opérations en capital	1 687 348	586 506
Reprises sur provisions et transferts de charges	387 367	36 364
Total des produits Exceptionnels VI	2 074 715	622 870
Charges Exceptionnelles		
Charges exceptionnelles sur opérations de gestion	1 041 613	3 438
Charges exceptionnelles sur opérations en capital	1 683 522	565 754
Dotations exceptionnelles aux amortissements et provisions	224 423	271 692
Total des charges exceptionnelles VII	2 949 558	840 884
RESULTAT EXCEPTIONNEL (VI-VII)	-874 842	-218 015
Participation des salariés aux résultats de l'entreprise	279 050	178 225
Impôts sur les bénéfices	3 479 678	345 365
BENEFICE OU PERTE	-3 240 258	361 938
Renvois:		
(1) Dont Produits d'exploitation sur exercices antérieurs :		
(2) Dont charges d'exploitations sur exercices antérieurs :		
(3) Dont crédit-bail mobilier :	1 931,00	
(3) Dont crédit-bail immobilier :		
(5) Dont produits concernant les entreprises liées :		
(6) Dont intérêts concernant les entreprises liées :		

ANNEXE COMPTABLE

gm

801 FRANCE

Annexe des Comptes de l'exercice clos le 31/12/2023

Annexe au bilan avant répartition de l'exercice clos le 31/12/2023, dont le total est de 20 804 562€ et au compte de résultat de l'exercice, présenté sous forme de liste, dégageant une perte nette comptable de -3 240 258€.

L'exercice a une durée de 12 mois, couvrant la période du 01/01/2023 au 31/12/2023.

Les notes ou tableaux ci-après font partie intégrante des comptes annuels.

Faits caractéristiques de l'exercice

Événements principaux

En date du 12 mai 2023, l'associé unique a décidé une augmentation de capital d'un montant de 5.465.000 euros par l'émission de 546.500 actions nouvelles de 10 euros chacune, par compensation avec une créance liquide et exigible sur la société. Le capital est fixé à 10.161.9740 euros.

Conséquences du conflit en Ukraine

Le début du conflit armé en Ukraine le 24 février 2022 et les sanctions prises contre la Russie constituent une source potentielle de risques et d'incertitudes fortes dont les conséquences économiques (directes et indirectes), financières, sociales et environnementales pourraient avoir des impacts négatifs significatifs sur tous les acteurs économiques.

La société 801 FRANCE n'opère ni en Ukraine, ni en Russie, à savoir qu'aucune activité n'est réalisée en Ukraine et/ou en Russie. Le groupe reste attentif aux effets indirects du conflit et des sanctions sur ses activités (chaîne d'approvisionnement, augmentation de l'inflation, ...). A cette date, aucune incidence significative sur l'activité de la société n'a été identifiée.

Principes, règles et méthodes comptables

Les comptes annuels ont été arrêtés conformément aux dispositions du code de commerce et du règlement 2016-07 de l'ANC à jour des différents règlements complémentaires à la date d'établissement desdits comptes annuels.

Les règles ont été appliquées dans le respect du principe de prudence, conformément aux hypothèses de base :

- Continuité de l'exploitation,
- Permanence des méthodes comptables d'un exercice à l'autre,
- Indépendance des exercices,

et conformément aux règles générales d'établissement et de présentation des comptes annuels.

La méthode de base retenue pour l'évaluation des éléments inscrits en comptabilité est la méthode des coûts historiques.

Les règles et méthodes comptables, et ou méthodes d'évaluation applicables aux différents postes du bilan et du compte de résultat sont décrites ci-après.

Seules sont exprimées les informations significatives. Sauf mention, les montants sont exprimés en Euros.

Informations relatives au bilan

ACTIF

Actif immobilisé

Immobilisations corporelles et incorporelles

Les immobilisations corporelles et incorporelles sont évaluées à leur coût d'acquisition pour les actifs acquis à titre onéreux, à leur coût de production pour les actifs produits par l'entreprise, à leur valeur vénale pour les actifs acquis à titre gratuit et par voie d'échange.

Le coût d'une immobilisation est constitué de son prix d'achat, y compris les droits de douane et taxes non récupérables, après déduction des remises, rabais commerciaux et escomptes de règlement, de tous les coûts directement attribuables engagés pour mettre l'actif en place et en état de fonctionner selon l'utilisation prévue. Les droits de mutation, honoraires ou commissions et frais d'actes liés à l'acquisition, sont rattachés à ce coût d'acquisition. Tous les coûts qui ne font pas partie du prix d'acquisition de l'immobilisation et qui ne peuvent pas être rattachés directement aux coûts rendus nécessaires pour mettre l'actif en place et en état de fonctionner conformément à l'utilisation prévue, sont comptabilisés en charges.

Tableau des immobilisations

Immobilisations incorporelles et corporelles	Valeur brute début d'exercice	Augmentations		Diminutions		Valeur brute fin d'exercice
		Réévaluation	Acquisition	Virements	Cessions / Rebuts	
Frais d'établissement et de développement	-	-	-	-	-	-
Autres Immobilisations incorporelles	-	-	-	-	-	-
Total Immobilisations incorporelles (I)	-	-	-	-	-	-
Terrain	-	-	-	-	-	-
Constructions	11 011	-	-	-	-	11 011
Installations techniques, matériels et outillages industriels	14 990 724	-	5 212 004	-	4 415 638	15 787 090
Installations générales, agencements, aménagements divers	524 465	-	73 259	-	-	597 724
Matériel de transport	19 835	-	-	-	-	19 835
Matériel de bureau et informatique, mobilier	439 532	-	42 967	-	116 982	365 517
Emballages récupérables et divers	-	-	-	-	-	-
Immobilisations corporelles en cours	-	-	-	-	-	-
Avances et acomptes	906	-	1 671 854	-	-	1 672 760
Total Immobilisations Corporelles (II)	15 986 473	-	7 000 083	-	4 532 620	18 453 936

Amortissements

Les amortissements pour dépréciation sont calculés suivant les modes linéaire ou dégressif en fonction de la durée de vie prévue.

Amortissements dérogatoires

L'entreprise pratique l'amortissement dérogatoire pour bénéficier de la déduction fiscale des amortissements en ce qui concerne les immobilisations dont la durée d'utilisation comptable est plus longue que la durée d'usage fiscale.

Compte tenu de l'entrée en vigueur au 01/01/2005 des règlements CRC 2002-10 et 2004-6, figurent désormais en amortissements dérogatoires les amortissements suivants :

- Amortissements dérogatoires résultant de la base d'amortissement : Différentiel d'amortissements entre les amortissements calculés sur le coût d'entrée en immobilisations et les amortissements calculés sur cette même valeur, diminuée de la valeur résiduelle.
- La provision pour amortissements dérogatoires s'élève à 748.269,62 euros au 31/12/2023.

Durées d'amortissement

Immobilisations	Mode	Durée
Agencements des constructions	Linéaire	5 à 6 ans
Installations techniques	Linéaire	5 à 10 ans
Matériels et outillages industriels	Linéaire	3 à 10 ans
Installations générales, agencements et aménagements divers	Linéaire	5 à 9 ans
Matériel de transport	Linéaire	4 à 5 ans
Matériel de bureau	Linéaire	5 à 10 ans
Matériel informatique	Linéaire	3 ans
Mobilier	Linéaire	5 ans

Tableau des amortissements

Amortissements	Début de l'exercice	Augmentations	Diminutions	Fin d'exercice
		Amortissement	Amortissement	
Frais établissement et développement (Total I)	-	-	-	-
Autres immobilisations incorporelles (Total II)	-	-	-	-
Terrains	-	-	-	-
Constructions sur sol propre	-	-	-	-
Constructions sur sol d'autrui	-	-	-	-
Constructions inst. générales, agencs, amén. constr.	11 011	-	-	11 011
Instal. techniques, matériel et outillage industriels	7 872 597	2 146 130	2 732 844	7 285 882
Autres immo. corp.- Inst. générales, agencs, aménag. divers	219 409	52 575	-	271 984
Autres immo. corp.- Matériel de transport	19 835	-	-	19 835
Autres immo. corp.- Matériel de bureau et inform., mobilier	372 394	37 402	116 982	292 813
Autres immo. corp - Emballages récupérables et divers	-	-	-	-
Total Amortissement. Corporelles (Total III)	8 495 245	2 236 106	2 849 826	7 881 525
TOTAL Général	8 495 245	2 236 106	2 849 826	7 881 525

Immobilisations financières

Immobilisations financières	Valeur brute début d'exercice	Augmentations		Diminutions		Valeur brute fin d'exercice
		Réévaluation	Acquisition	Virements	Cessions / Rebuts	
Participations évaluées selon méthode équivalence	-	-	-	-	-	-
Autres participations	-	-	-	-	-	-
Autres titres immobilisés	-	-	-	-	-	-
Prêts & Autres Immobilisations financières	6 953	-	-	-	-	6 953
Total	6 953	-	-	-	-	6 953

Les autres immobilisations financières sont principalement constituées de dépôts et cautionnements versés lors de la signature des baux des locaux loués.

Actif circulant

Créances

Les créances sont valorisées à leur valeur nominale.

Une provision pour dépréciation est pratiquée lorsque la valeur d'inventaire est inférieure à la valeur comptable.

Le total des créances à la clôture de l'exercice s'élève à 8 880 161 euros et le classement détaillé par échéance s'établit comme suit :

ETAT DES CREANCES		Montant Brut	A 1 an au plus	A plus d'un an
Créances rattachées à des participations		-	-	-
Prêts		-	-	-
Autres immobilisations financières		6 953	-	6 953
Clients douteux ou litigieux		-	-	-
Autres créances clients		433 581	433 581	-
Créance représentative de titres prêtés ou remis en garantie antérieurement constatée		-	-	-
Personnel et comptes rattachés		475	475	-
Sécurité sociale et autres organismes sociaux		-	-	-
Etat et collectivités Publiques	Impôts sur les bénéfices	-	-	-
	Taxe sur la valeur ajoutée	1 635 930	1 635 930	-
	Autres impôts, taxes et versements assimilés	-	-	-
	Divers	-	-	-
Groupe et associés		-	-	-
Débiteurs divers		6 696 850	6 696 850	-
Charges constatées d'avance		106 373	106 373	-
Totaux		8 880 161	8 873 208	6 953
Prêts accordés en cours d'exercice		-	-	-
Remboursements obtenus en cours d'exercice		-	-	-
Prêts et avances consentis aux associés (personnes physiques)		-	-	-

Produits à recevoir

Produits à recevoir		Montant
Intérêts Courus	Immobilisations Financières	-
	Participation Groupe	-
	Participation Hors Groupe	-
	Clients	-
	Associés	-
Autres Produits	Valeurs Mobilières de Placement	-
	Facture à Établir	-
	RRR à obtenir, Avoir à Recevoir	6 390
	Personnel	-
	Sécurité Sociale	-
	État	-
	Divers	-
Total		6 390

Compte de régularisation actif

Charges constatées d'avance

Libellé	Exploitation	Financier	Exceptionnel
Charges constatées d'avance	106 373		
Total	106 373		

PASSIF

Capitaux propres

Composition du capital social

Capital social d'un montant de 10 161 970 euros décomposé en 1 016 187 titres d'une valeur nominale de 10,00 euros.

Composition du capital social	Nombre	Valeur nominale
Actions ou parts composant le capital social au début de l'exercice	469 697	10,00
Actions ou parts émises pendant l'exercice	546 500	10,00
Augmentation de la valeur nominale des parts ou actions		
Actions ou parts composant le capital social en fin d'exercice	1 016 187	10,00

La société ne détient aucune de ses propres actions. La SARL 801FRANCE est détenue à 100% par la société américaine BACKROADS située au 801 Cedar Street, 1800 Berkeley, California 94710 aux Etats-Unis.

Tableau de variation des capitaux propres

Décision de l'assemblée générale du 26 juin 2023.

Variation des fonds propres	Solde à l'ouverture	Affectation du résultat	Autres variations		Solde à la clôture
			Augmentation	Diminution	
Capital Social	4 696 970		5 465 000		10 161 970
Réserve légale	199 840	18 097	18 097		217 937
Réserves statutaires, contractuelles					-
Réserves réglementées					-
Autres réserves	3 393 295	4 424 820	343 842		3 737 137
Report à nouveau					-
Résultat de l'exercice	361 938	- 361 938	- 3 240 258	361 938	-3 240 258
Dividende					-
Total	8 852 044	0	2 586 681	361 938	10 878 786

Provisions pour risques et charges

Toute obligation actuelle résultant d'un événement passé de l'entreprise à l'égard d'un tiers, susceptible d'être estimée avec une fiabilité suffisante, et couvrant des risques identifiés, fait l'objet d'une comptabilisation au titre de provision.

Tableau des provisions

Provisions pour risques et charges	Montant début de l'exercice	Augmentations : dotations	Diminutions : reprises	Montant fin de l'exercice
I - Provisions réglementées				
Provisions pour reconstitution gisements miniers et pétroliers	-	-	-	-
Provisions pour investissement (art. 237 bis A-II du CGI)	-	-	-	-
Provisions pour hausse des prix	-	-	-	-
Amortissements dérogatoires	911 214	224 423	387 367	748 270
- Dont majorations exceptionnelles de 30%	-	-	-	-
Provisions pour prêts d'installation (art. 39 quinquies H du CGI)	-	-	-	-
Autres provisions réglementées	-	-	-	-
TOTAL I	911 214	224 423	387 367	748 270
II - Provisions pour risques et charges				
Provisions pour litiges	-	-	-	-
Provisions pour garanties données aux clients	-	-	-	-
Provisions pour pertes sur marchés à terme	-	-	-	-
Provisions pour amendes et pénalités	-	-	-	-
Provisions pour pertes de change	-	-	-	-
Provisions pour pensions et obligations similaires	-	-	-	-
Provisions pour impôts	-	-	-	-
Provisions pour renouvellement des immobilisations	-	-	-	-
Provisions pour gros entretiens et grandes révisions	-	-	-	-
Provision pour charges soc. et fisc. sur congés à payer	-	-	-	-
Autres provisions pour risques et charges	-	-	-	-
TOTAL II	-	-	-	-
III - Provisions pour dépréciation				
Sur immobilisations :				
- incorporelles	-	-	-	-
- corporelles	-	-	-	-
- titres mis en équivalence	-	-	-	-
- titres de participations	-	-	-	-
- autres immobilisations financières	-	-	-	-
Sur stocks et en cours	-	-	-	-
Sur comptes clients	-	-	-	-
Autres provisions pour dépréciation	-	-	-	-
TOTAL III	-	-	-	-
TOTAL GENERAL	911 214	224 423	387 367	748 270
Dont dotations et reprises				
- D'exploitation	-	-	-	-
- Financières	-	-	-	-
- Exceptionnelles	-	224 423	387 367	-

Les reprises de provision ont toutes été utilisées au cours de l'exercice.

Engagement de retraite

La convention collective de l'entreprise prévoit des indemnités de fin de carrière. Il n'a pas été signé un accord particulier.

La provision d'indemnité de départ à la retraite a été évaluée conformément au Règlement de l'ANC Numéro 2013-02.

L'indemnité de départ à la retraite est déterminée en appliquant une méthode tenant compte des salaires projetés de fin de carrière, du taux de rotation du personnel, de l'espérance de vie et d'hypothèses d'actualisation des versements prévisibles.

Les hypothèses actuarielles retenues sont les suivantes :

- Méthode de calcul : rétrospective prorata temporis
- Base de calcul : salaire annuel moyen
- Taux d'actualisation : 3,22 %
- Coefficient de revalorisation : 2 %
- Age du départ à la retraite : 65 ans
- Initiative du départ : salarié
- Taux de rotation du personnel : 2 %
- Table de mortalité : TG 05
- Taux de charges sociales : 45 %

		Indemnités de départ à la retraite	Engagement de pension à d'anciens dirigeants	Cotisations Mutuelles prises en charge pour salariés partis en retraite
Engagement retraite	Provisionné			
	Non Provisionné	74 731		
Total		74 731		

Dettes

Etat des dettes

Les dettes ont été évaluées pour leur valeur nominale. Le total des dettes à la clôture de l'exercice s'élève à 9 179 507 euros et le classement détaillé par échéance s'établit comme suit :

ETAT DES DETTES	Montant Brut	A 1 an au plus	+ 1an, 5 ans au +	A + 5 ans
Emprunts obligataires convertibles	-	-	-	-
Autres emprunts obligataires	-	-	-	-
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit à 1 an max. à l'origine	1 070	1 070	-	-
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit à + de 1 an à l'origine	-	-	-	-
Emprunts et dettes financières divers	275	275	-	-
Fournisseurs et comptes rattachés	740 445	740 445	-	-
Personnel et comptes rattachés	488 156	488 156	-	-
Sécurité sociale et autres organismes	543 310	543 310	-	-
Impôts sur les bénéfices	269 012	269 012	-	-
T.V.A.	-	-	-	-
Obligations cautionnées	-	-	-	-
Autres impôts et taxes	4 742 009	4 742 009	-	-
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés	-	-	-	-
Groupe et associés	-	-	-	-
Autres dettes	2 395 229	2 395 229	-	-
Dettes représentatives de titres empruntés ou remis en garantie	-	-	-	-
Produits constatés d'avance	-	-	-	-
TOTAUX	9 179 507	9 179 507	-	-
Emprunts souscrits en cours d'exercice	-	-	-	-
Emprunts remboursés en cours d'exercice	-	-	-	-
Emprunts et dettes contractés auprès des associés personnes physiques	-	-	-	-

Charges à payer

Charges à Payer :		Montant
Congés payés	Congés payés	192 034
	Charges sociales	-
	Charges fiscales	-
Intérêts Courus	Emprunts et Dettes	-
	Dettes participations Groupes	-
	Dettes participations Hors Groupe	-
	Dettes sociétés en participation	-
	Fournisseurs	-
	Associés	-
	Banques	1 070
	Concours bancaires courants	-
Autres Charges	Factures à recevoir	61 673
	Remise Rabais Ristournes, Avoir à établir	-
	Participations des salariés	279 050
	Personnel	16 552
	Organismes Sociaux	142 066
	Autres charges fiscales	4 728 628
	Divers	-
	Total	5 421 075

Évaluation des créances et dettes en devises

Les charges et les produits en devises sont enregistrés au taux de conversion à la date de l'opération. Les dettes, créances et disponibilités en devises figurent au bilan au taux de conversion au cours de fin d'exercice. La différence résultant de l'actualisation des dettes et créances en devises à ce dernier cours est portée au bilan en "écart de conversion". Les pertes latentes de change non compensées font l'objet d'une provision en totalité.

Informations relatives au compte de résultat

Ventilation du chiffre d'affaires

		France	Etranger	Total
Marchandises		-	-	-
Production	Biens	-	-	-
	Services	5 357	27 086 633	27 091 990
Chiffre d'affaires total		5 357	27 086 633	27 091 990

Transferts de charges

Nature	Exercice N	Exercice N-1
Transferts de charges	-1 000	14300
Transferts de charges (pourboires)	151 693	
Remboursements prévoyance		4 541
Remboursements indemnités assurance	50 176	9 759
Total	200 869	28 600

Résultat financier

	Exercice N	Exercice N-1
Produits Financiers de Participations	-	-
Produits des autres valeurs mobilières et créances de l'actif immobilisé	-	-
Autres Intérêts et produits assimilés	2 143	-
Reprises sur provisions et transferts de charges	-	-
Différences positives de change	4 853	-
Produits nets sur cessions de valeurs mobilières de placement	-	-
Total Produits Financiers	6 996	-
Dotations aux amortissements, dépréciations et provisions	-	-
Différence négative de changes sur les créances et dettes financières	15 658	-
Intérêts et charges assimilées	-	-
Charges nettes sur cessions de valeurs mobilières de placement	-	-
Total charges financières	15 658	-
Résultat financier	-8 662	-

Résultat exceptionnel

Les produits et charges exceptionnels tiennent compte des éléments qui ne sont pas liés à l'activité normale de l'entreprise.

	Exercice N	Exercice N-1
Autres produits exceptionnels sur opérations de gestion	-	-
Produits Exceptionnels sur Opération en capital	1 687 348	-
Reprise pour provisions pour risques et charges	387 367	-
Total produits exceptionnels	2 074 715	-
Autres charges exceptionnelles sur opérations de gestion	1 041 613	-
Charges Exceptionnelle sur Opération en capital	1 683 522	-
Dotations exceptionnelles aux amortissements et provisions	224 423	-
Total charges exceptionnelles	2 949 558	-
Résultat exceptionnel	-874 842	-

Impôt sur les sociétés

Ventilation de l'impôt

	Avant IS	Impôt taux réduit (*)	Impôt taux normal (*)	Résultat Net
Résultat courant	1 393 312	-	522 500	870 812
Résultat exceptionnel	-874 842	-	3 001 735	-3 876 577
Participation des salariés	-279 050	-	-44 556	-234 493
Total	239 420	-	3 479 679	- 3 240 258

(*) Comporte les crédits d'impôts.

Honoraires des commissaires aux comptes

	Exercice N	Montant
Mission de contrôle légal des comptes	-	10 000
Autres prestations	-	-
Total	-	10 000

Autres informations spécifiques

Rémunération des dirigeants

Cette information n'est pas mentionnée dans la présente Annexe, car elle conduirait indirectement à donner une rémunération individuelle.

Evénements postérieurs à la clôture

Néant.

Effectif moyen

L'effectif moyen est de :

Catégorie	Effectif moyen
Cadres	
Agents de maîtrise et techniciens	
Employés	183
Ouvriers	
Total	183

Evénements postérieurs à la clôture

Aucun événement significatif n'est intervenu postérieurement à la clôture.

Engagements financiers

Engagements donnés	Montant
Effets escomptés non échus	
Avals et cautions	
Autres engagements donnés (crédit-bail mobilier)	3 930
Engagement en matière de pensions	74 731
Total	78 661
Dont concernant :	
- Les dirigeants	
- Les filiales	
- Les participations	
- Les autres entreprises liées	

Notification d'un contrôle fiscal

Un contrôle fiscal a lieu portant sur les exercices clos les 31 décembre 2015, 31 décembre 2016 et 31 décembre 2017 et uniquement sur la TVA pour la période allant du 1er janvier 2018 au 30 septembre 2018.

L'administration fiscale a étendu son contrôle à la société du Groupe, Backroads Inc, car elle considère que cette dernière a un établissement permanent en France. Backroads Inc étant le client de 801France et l'administration fiscale considérant que celle-ci a un établissement stable en France, elle en a conclu que 801France aurait dû facturer avec TVA ses prestations à Backroads Inc.

Aussi, des propositions de rectification fiscale au titre de ces 4 exercices ont été adressées à la société 801France contenant une régularisation de la TVA collectée pour un montant de 5.931.466 euros en principal et 414.425 euros en pénalités de retard, soit un total de 6.345.891 euros. Un avis de mise en recouvrement pour cette somme a été envoyé à la société le 16 décembre 2022 qui est contesté.

Les sommes redressées sont contestées par la société. Cette dernière considère la position de l'administration fiscale concernant la présence d'un établissement permanent de Backroads Inc en France comme infondée.

Bien que la société conteste les sommes redressées, elle a payé à l'administration fiscale le 23 mars 2023 le montant de 5.464.430,59 euros. Ce montant complété du montant de 467.035,41 euros saisi le 3 novembre 2020 par l'administration fiscale correspond au montant des droits de 5.931.466 euros sans les pénalités de retard de 414.425 euros. Aucune provision n'a été comptabilisée au titre de ces sommes au 31 décembre 2023.

Par ailleurs, le 22 décembre 2022, la société a reçu une proposition de rectification fiscale portant sur la TVA de l'exercice clos au 31 décembre 2019 contenant une régularisation de la TVA collectée pour un montant de 2.906.987 euros en principal et 237.149 euros en intérêts de retard. Ces sommes sont également contestées par la société pour le même motif que celui du contrôle fiscal précédent et aucune provision n'a été comptabilisée au titre de ces sommes au 31 décembre 2023.

Redressement fiscal

Un contrôle fiscal a eu lieu en Italie portant sur les années 2016 à 2022, un montant de 3.990.733 euros a été comptabilisé en charges à payer à ce titre dans les comptes au 31 décembre 2023.

La société n'a pas encore apprécié l'opportunité d'entreprendre des démarches auprès de l'administration fiscale française en vue d'obtenir une réduction de la base taxable en France au titre des exercices contrôlés en Italie afin d'obtenir un dégrèvement de l'impôt français.

Soutien financier du Groupe

La société mère BACKROADS confirme soutenir financièrement sa filiale 801France jusqu'au 30 juin 2025 par lettre signée le 16 mai 2024.



801 FRANCE

Société à responsabilité limitée " société à associé unique"
au capital de 10 161 970 euros
Siège social : 126 Zone Artisanale la Prato 1
84210 PERNES LES FONTAINES
421 906 132 RCS AVIGNON

**DÉCISIONS DE L'ASSOCIÉE UNIQUE
DU 29 JUIN 2024**

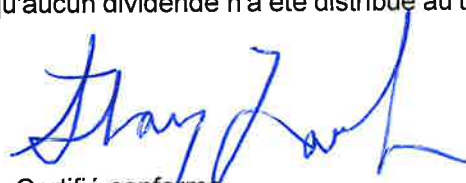
**DÉCISION D'AFFECTATION DU RÉSULTAT
DE L'EXERCICE CLOS LE 31 DECEMBRE 2023**

DEUXIEME DÉCISION

L'associée unique approuve la proposition de la gérance et décide d'affecter la perte de l'exercice clos le 31 décembre 2023 s'élevant à 3 240 258,14 euros de la manière suivante :

Résultat de l'exercice	- 3 240 258,14 euros
Aux « Autres réserves »	3 737 136,90 euros
Solde « Autres réserves »	496 878,76 euros

Conformément à la loi, l'associée unique constate qu'aucun dividende n'a été distribué au titre des trois exercices précédents.


Certifié conforme
La Gérance

801 France

Société à Responsabilité Limitée
126 Z.A. La Prato 1
84210 PERNES-LES-FONTAINES

RAPPORT DU COMMISSAIRE AUX COMPTES SUR LES COMPTES ANNUELS

Exercice clos le 31 décembre 2023

Le 28 juin 2024

**Passionnement
engagé.**

Tel: +33 (0)1 58 36 04 30

www.bdo.fr

43-47 avenue de la Grande Armée
75116 Paris
FRANCE

801 FRANCE

Exercice clos le 31 décembre 2023**Rapport du commissaire aux comptes sur les comptes annuels**

A l'associé unique de la société 801 FRANCE,

Opinion

En exécution de la mission qui nous a été confiée par vos soins, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de la société 801 FRANCE relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2023, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de la société à la fin de cet exercice.

Fondement de l'opinion

Référentiel d'audit

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels » du présent rapport.

Indépendance

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance prévues par le code de commerce et par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes, sur la période du 1er janvier 2023 à la date d'émission de notre rapport.

Observation

Sans remettre en cause l'opinion exprimée ci-dessus, nous attirons votre attention sur le point exposé dans le paragraphe « Notification d'un contrôle fiscal » dans la note « Autres informations » de l'annexe des comptes annuels concernant la notification d'un contrôle fiscal.

Justification des appréciations

En application des dispositions des articles L.821-53 et R.821-180 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous vous informons que les appréciations les plus importantes auxquelles nous avons procédé, selon notre jugement professionnel, ont porté sur le caractère approprié des principes comptables appliqués, sur le caractère raisonnable des estimations significatives retenues et sur la présentation d'ensemble des comptes.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

Vérifications spécifiques

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et réglementaires.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport de gestion de la gérance et dans les autres documents sur la situation financière et les comptes annuels adressés à l'associé unique.

Nous attestons de la sincérité et de la concordance avec les comptes annuels des informations relatives aux délais de paiement mentionnées à l'article D.441-6 du code de commerce.

Responsabilités de la direction et des personnes constituant le gouvernement d'entreprise relatives aux comptes annuels

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de la société à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider la société ou de cesser son activité.

Les comptes annuels ont été arrêtés par la Gérance.

Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

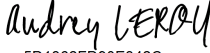
Comme précisé par l'article L.821-55 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre société.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit. En outre :

- il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;

- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;
- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de la société à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;
- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

Paris, le 28 juin 2024

DocuSigned by:

5D1362FD90E342C...

BDO PARIS
Représenté par Audrey LEROY
Commissaire aux comptes

Comptes Annuels
Période du 01/01/2023 au 31/12/2023

SARL 801 FRANCE

126 Z.A.La Prato 1 84210 PERNES LES FONTAINES France

exponens 

Société d'Expertise Comptable et de Commissariat aux Comptes
inscrit au tableau de l'ordre de Paris

<http://www.exponens.com>

COMPTES ANNUELS

- BILAN ACTIF -

801 FRANCE

du 01/01/2023 au 31/12/2023

	N			N-1
	Brut	Amort. et Prov.	Net	
ACTIF IMMOBILISE				
Capital souscrit non appelé				
Immobilisations incorporelles (1)				
Frais d'établissement				
Frais de développement				
Concessions, brevets et droits similaires				
Fonds commercial				
Autres immobilisations incorporelles				
Avances et acomptes sur immobilisations incorporelles				
Immobilisations corporelles				
Terrains				
Constructions	11 011	11 011		
Installations techniques, matériel et outillages industriels	15 787 090	7 285 882	8 501 208	7 118 128
Autres immobilisations corporelles	983 076	584 633	398 443	372 194
Immobilisations en cours				
Avances et acomptes	1 672 760		1 672 760	906
Immobilisations financières (2)				
Participation évaluées selon méthode équivalence				
Autre participations				
Créances rattachées à participations				
Autres titres immobilisés				
Prêts				
Autres immobilisations financières	6 953		6 953	6 953
TOTAL ACTIF IMMOBILISE	18 460 889	7 881 525	10 579 364	7 498 180
ACTIF CIRCULANT				
Stocks				
Matières premières et approvisionnements				
En cours de production de biens				
En cours de production de services				
Produits intermédiaires et finis				
Marchandises				
Avances et acomptes versés sur commandes	206 334		206 334	91 210
Créances (3)				
Clients et comptes rattachés	433 581		433 581	2 206 846
Autres créances	8 333 254		8 333 254	2 379 474
Capital souscrit et appelé, non versé				
Trésorerie				
Valeurs mobilières de placement				
Disponibilités	1 145 656		1 145 656	655 144
Comptes de régularisation				
Charges constatées d'avance	106 373		106 373	98 131
TOTAL ACTIF CIRCULANT	10 225 198		10 225 198	5 430 805
Frais d'émissions d'emprunt à étaler				
Primes de remboursement des obligations				
Ecarts de conversion actif				
TOTAL ACTIF GENERAL	28 686 087	7 881 525	20 804 562	12 928 986
Renvois:				
(1) Dont droit au bail :				
(2) Dont part à moins d'un an :				
(3) Dont part à plus d'un an :				

- BILAN PASSIF -

801 FRANCE

du 01/01/2023 au 31/12/2023

	N	N-1
CAPITAUX PROPRES		
Capital social ou individuel (dont versé: 10161970)	10 161 970	4 696 970
Primes d'émission, de fusion, d'apport		
Ecart de réévaluation		
Réserve légale	217 937	199 840
Réserves statutaires ou contractuelles		
Réserves réglementées		
Autres réserves	3 737 137	3 393 295
Report à nouveau		
Résultat de l'exercice (bénéfice ou perte)	-3 240 258	361 938
Situation Nette	10 876 786	8 652 044
Subventions d'investissement		
Provisions réglementées	748 270	911 214
TOTAL CAPITAUX PROPRES	11 625 055	9 563 258
AUTRES FONDS PROPRES		
Produit des émissions de titres participatifs		
Avances conditionnées		
TOTAL AUTRES FONDS PROPRES		
PROVISIONS		
Provisions pour risques		
Provisions pour charges		
TOTAL PROVISIONS		
DETTES (1)		
Emprunts obligataires convertibles		
Autres emprunts obligataires		
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit (2)	1 070	1 378
Emprunts et dettes financières divers (3)	275	
Avances et acomptes reçus sur commandes en cours		
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	740 445	1 714 423
Dettes fiscales et sociales	6 042 488	1 649 927
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés		
Autres dettes	2 395 229	
Comptes de régularisation		
Produits constatés d'avance		
TOTAL DETTES	9 179 507	3 365 728
Ecart de conversion passif		
TOTAL PASSIF GENERAL	20 804 562	12 928 986
Renvois :		
(1) Dettes :		
	à Plus d'un an	
	à moins d'un an	
	9 179 507,00	
(2) Dont concours bancaires courants et soldes créditeurs de banque :	1 070,00	1 378,00
(3) Dont emprunts participatifs :		

- COMPTE DE RESULTAT -

801 FRANCE

du 01/01/2023 au 31/12/2023

			Total	N-1
Produits d'exploitation	France	Export		
Ventes de marchandises				3 064
Production vendue - biens				
Production vendue - services	5 357	27 086 633	27 091 990	20 986 745
Chiffre d'affaires net	5 357	27 086 633	27 091 990	20 989 809
Production stockée				
Production immobilisée				
Subventions d'exploitation				
Reprises sur amortissements et provisions, transferts de charges			200 869	14 300
Autres produits			2 108	12
Total des produits d'exploitation I (1)			27 294 966	21 004 121
Charges d'exploitation				
Achats de marchandises (y compris droits de douane)				
Variation de stock (marchandises)				
Achats de matières premières et autres approvisionnements				
Variation de stock (matières premières et approvisionnements)				
Autres achats et charges externes (3)			6 599 233	5 682 666
Impôts, taxes et versements assimilés			1 020 290	803 238
Salaires et traitements			12 105 968	8 748 445
Charges sociales			3 920 681	2 883 569
Dotations d'exploitation sur immobilisations - dotations aux amort...			2 236 112	1 777 472
Dotations d'exploitation sur immobilisations - dotations aux provi...				
Dotations d'exploitations sur actif circulant : dotations aux prov...				
Dotations d'exploitation pour risques et charges : dotations aux p...				
Autres charges			10 707	5 293
Total des charges d'exploitations II (2)			25 892 991	19 900 684
RESULTAT D'EXPLOITATION (I - II)			1 401 975	1 103 437
Opérations en commun				
Bénéfice attribué ou perte transférée III				
Perte supportée ou bénéfice transféré IV				
Produits Financiers				
Produits financiers de participations (5)				
Produits des autres valeurs mobilières et créances de l'actif immo...				
Autres intérêts et produits assimilés (5)			2 143	106
Reprises sur provisions et transferts de charges				
Différences positives de change			4 853	
Produits nets sur cessions de valeurs mobilières de placement				
Total des produits financiers (V)			6 996	106

- COMPTE DE RESULTAT -

801 FRANCE

du 01/01/2023 au 31/12/2023

	Total	N-1
Charges Financières		
Dotations financières aux amortissements et provisions		
Intérêts et charges assimilées (6)		
Différences négatives de change	15 658	
Charges nettes sur cessions de valeurs mobilières de placement		
Total des charges financières (VI)	15 658	
RESULTAT FINANCIER (V) - (VI)	-8 662	106
RESULTAT COURANT AVANT IMPÔTS (I - II + III - IV + V - VI)	1 393 312	1 103 543
Produits Exceptionnels		
Produits exceptionnels sur opérations de gestion		
Produits exceptionnels sur opérations en capital	1 687 348	586 506
Reprises sur provisions et transferts de charges	387 367	36 364
Total des produits Exceptionnels VI	2 074 715	622 870
Charges Exceptionnelles		
Charges exceptionnelles sur opérations de gestion	1 041 613	3 438
Charges exceptionnelles sur opérations en capital	1 683 522	565 754
Dotations exceptionnelles aux amortissements et provisions	224 423	271 692
Total des charges exceptionnelles VII	2 949 558	840 884
RESULTAT EXCEPTIONNEL (VI-VII)	-874 842	-218 015
Participation des salariés aux résultats de l'entreprise	279 050	178 225
Impôts sur les bénéfices	3 479 678	345 365
BENEFICE OU PERTE	-3 240 258	361 938
Renvois:		
(1) Dont Produits d'exploitation sur exercices antérieurs :		
(2) Dont charges d'exploitations sur exercices antérieurs :		
(3) Dont crédit-bail mobilier :		
(3) Dont crédit-bail immobilier :		
(5) Dont produits concernant les entreprises liées :		
(6) Dont intérêts concernant les entreprises liées :	3 931,00	

ANNEXE COMPTABLE

801 FRANCE

Annexe des Comptes de l'exercice clos le 31/12/2023

Annexe au bilan avant répartition de l'exercice clos le 31/12/2023, dont le total est de 20 804 562€ et au compte de résultat de l'exercice, présenté sous forme de liste, dégagant une perte nette comptable de -3 240 258€.

L'exercice a une durée de 12 mois, couvrant la période du 01/01/2023 au 31/12/2023.

Les notes ou tableaux ci-après font partie intégrante des comptes annuels.

Faits caractéristiques de l'exercice

Événements principaux

En date du 12 mai 2023, l'associé unique a décidé une augmentation de capital d'un montant de 5.465.000 euros par l'émission de 546.500 actions nouvelles de 10 euros chacune, par compensation avec une créance liquide et exigible sur la société. Le capital est fixé à 10.161.9740 euros.

Conséquences du conflit en Ukraine

Le début du conflit armé en Ukraine le 24 février 2022 et les sanctions prises contre la Russie constituent une source potentielle de risques et d'incertitudes fortes dont les conséquences économiques (directes et indirectes), financières, sociales et environnementales pourraient avoir des impacts négatifs significatifs sur tous les acteurs économiques.

La société 801 FRANCE n'opère ni en Ukraine, ni en Russie, à savoir qu'aucune activité n'est réalisée en Ukraine et/ou en Russie. Le groupe reste attentif aux effets indirects du conflit et des sanctions sur ses activités (chaîne d'approvisionnement, augmentation de l'inflation, ...). A cette date, aucune incidence significative sur l'activité de la société n'a été identifiée.

Principes, règles et méthodes comptables

Les comptes annuels ont été arrêtés conformément aux dispositions du code de commerce et du règlement 2016-07 de l'ANC à jour des différents règlements complémentaires à la date d'établissement desdits comptes annuels.

Les règles ont été appliquées dans le respect du principe de prudence, conformément aux hypothèses de base :

- Continuité de l'exploitation,
- Permanence des méthodes comptables d'un exercice à l'autre,
- Indépendance des exercices,

et conformément aux règles générales d'établissement et de présentation des comptes annuels.

La méthode de base retenue pour l'évaluation des éléments inscrits en comptabilité est la méthode des coûts historiques.

Les règles et méthodes comptables, et ou méthodes d'évaluation applicables aux différents postes du bilan et du compte de résultat sont décrites ci-après.

Seules sont exprimées les informations significatives. Sauf mention, les montants sont exprimés en Euros.

Informations relatives au bilan

ACTIF

Actif immobilisé

Immobilisations corporelles et incorporelles

Les immobilisations corporelles et incorporelles sont évaluées à leur coût d'acquisition pour les actifs acquis à titre onéreux, à leur coût de production pour les actifs produits par l'entreprise, à leur valeur vénale pour les actifs acquis à titre gratuit et par voie d'échange.

Le coût d'une immobilisation est constitué de son prix d'achat, y compris les droits de douane et taxes non récupérables, après déduction des remises, rabais commerciaux et escomptes de règlement, de tous les coûts directement attribuables engagés pour mettre l'actif en place et en état de fonctionner selon l'utilisation prévue. Les droits de mutation, honoraires ou commissions et frais d'actes liés à l'acquisition, sont rattachés à ce coût d'acquisition. Tous les coûts qui ne font pas partie du prix d'acquisition de l'immobilisation et qui ne peuvent pas être rattachés directement aux coûts rendus nécessaires pour mettre l'actif en place et en état de fonctionner conformément à l'utilisation prévue, sont comptabilisés en charges.

Tableau des immobilisations

Immobilisations incorporelles et corporelles	Valeur brute début d'exercice	Augmentations		Diminutions		Valeur brute fin d'exercice
		Réévaluation	Acquisition	Virements	Cessions / Rebuts	
Frais d'établissement et de développement	-	-	-	-	-	-
Autres Immobilisations incorporelles	-	-	-	-	-	-
Total Immobilisations Incorporelles (I)	-	-	-	-	-	-
Terrain	-	-	-	-	-	-
Constructions	11 011	-	-	-	-	11 011
Installations techniques, matériels et outillages industriels	14 990 724	-	5 212 004	-	4 415 638	15 787 090
Installations générales, agencements, aménagements divers	524 465	-	73 259	-	-	597 724
Matériel de transport	19 835	-	-	-	-	19 835
Matériel de bureau et informatique, mobilier	439 532	-	42 967	-	116 982	365 517
Emballages récupérables et divers	-	-	-	-	-	-
Immobilisations corporelles en cours	-	-	-	-	-	-
Avances et acomptes	906	-	1 671 854	-	-	1 672 760
Total Immobilisations Corporelles (II)	15 986 473	-	7 000 083	-	4 532 620	18 453 936

Amortissements

Les amortissements pour dépréciation sont calculés suivant les modes linéaire ou dégressif en fonction de la durée de vie prévue.

Amortissements dérogatoires

L'entreprise pratique l'amortissement dérogatoire pour bénéficier de la déduction fiscale des amortissements en ce qui concerne les immobilisations dont la durée d'utilisation comptable est plus longue que la durée d'usage fiscale.

Compte tenu de l'entrée en vigueur au 01/01/2005 des règlements CRC 2002-10 et 2004-6, figurent désormais en amortissements dérogatoires les amortissements suivants :

- Amortissements dérogatoires résultant de la base d'amortissement : Différentiel d'amortissements entre les amortissements calculés sur le coût d'entrée en immobilisations et les amortissements calculés sur cette même valeur, diminuée de la valeur résiduelle.
- La provision pour amortissements dérogatoires s'élève à 748.269,62 euros au 31/12/2023.

Durées d'amortissement

Immobilisations	Mode	Durée
Agencements des constructions	Linéaire	5 à 6 ans
Installations techniques	Linéaire	5 à 10 ans
Matériels et outillages industriels	Linéaire	3 à 10 ans
Installations générales, agencements et aménagements divers	Linéaire	5 à 9 ans
Matériel de transport	Linéaire	4 à 5 ans
Matériel de bureau	Linéaire	5 à 10 ans
Matériel informatique	Linéaire	3 ans
Mobilier	Linéaire	5 ans

Tableau des amortissements

Amortissements	Début de l'exercice	Augmentations	Diminutions	Fin d'exercice
		Amortissement	Amortissement	
Frais établissement et développement (Total I)	-	-	-	-
Autres immobilisations incorporelles (Total II)	-	-	-	-
Terrains	-	-	-	-
Constructions sur sol propre	-	-	-	-
Constructions sur sol d'autrui	-	-	-	-
Constructions inst. générales, agencts, amén. constr.	11 011	-	-	11 011
Instal. techniques, matériel et outillage industriels	7 872 597	2 146 130	2 732 844	7 285 882
Autres immo. corp.- Inst. générales, agencts, aménag. divers	219 409	52 575	-	271 984
Autres immo. corp.- Matériel de transport	19 835	-	-	19 835
Autres immo. corp.- Matériel de bureau et inform., mobilier	372 394	37 402	116 982	292 813
Autres immo. corp - Emballages récupérables et divers	-	-	-	-
Total Amortissement. Corporelles (Total III)	8 495 245	2 236 106	2 849 826	7 881 525
TOTAL Général	8 495 245	2 236 106	2 849 826	7 881 525

Immobilisations financières

Immobilisations financières	Valeur brute début d'exercice	Augmentations		Diminutions		Valeur brute fin d'exercice
		Réévaluation	Acquisition	Virements	Cessions / Rebuts	
Participations évaluées selon méthode équivalence	-	-	-	-	-	-
Autres participations	-	-	-	-	-	-
Autres titres immobilisés	-	-	-	-	-	-
Prêts & Autres Immobilisations financières	6 953	-	-	-	-	6 953
Total	6 953	-	-	-	-	6 953

Les autres immobilisations financières sont principalement constituées de dépôts et cautionnements versés lors de la signature des baux des locaux loués.

Actif circulant

Créances

Les créances sont valorisées à leur valeur nominale.

Une provision pour dépréciation est pratiquée lorsque la valeur d’inventaire est inférieure à la valeur comptable.

Le total des créances à la clôture de l'exercice s'élève à 8 880 161 euros et le classement détaillé par échéance s'établit comme suit :

ETAT DES CREANCES		Montant Brut	A 1 an au plus	A plus d'un an
Créances rattachées à des participations		-	-	-
Prêts		-	-	-
Autres immobilisations financières		6 953	-	6 953
Clients douteux ou litigieux		-	-	-
Autres créances clients		433 581	433 581	-
Créance représentative de titres prêtés ou remis en garantie antérieurement constatée		-	-	-
Personnel et comptes rattachés		475	475	-
Sécurité sociale et autres organismes sociaux		-	-	-
État et collectivités Publiques	Impôts sur les bénéfices	-	-	-
	Taxe sur la valeur ajoutée	1 635 930	1 635 930	-
	Autres impôts, taxes et versements assimilés	-	-	-
	Divers	-	-	-
Groupe et associés		-	-	-
Débiteurs divers		6 696 850	6 696 850	-
Charges constatées d'avance		106 373	106 373	-
Totaux		8 880 161	8 873 208	6 953
Prêts accordés en cours d'exercice		-		
Remboursements obtenus en cours d'exercice		-		
Prêts et avances consentis aux associés (personnes physiques)		-		

Produits à recevoir

Produits à recevoir		Montant
Intérêts Courus	Immobilisations Financières	-
	Participation Groupe	-
	Participation Hors Groupe	-
	Clients	-
	Associés	-
	Valeurs Mobilières de Placement	-
Autres Produits	Facture à Établir	-
	RRR à obtenir, Avoir à Recevoir	6 390
	Personnel	-
	Sécurité Sociale	-
	État	-
	Divers	-
Total		6 390

Compte de régularisation actif

Charges constatées d'avance

Libellé	Exploitation	Financier	Exceptionnel
Charges constatées d'avance	106 373		
Total	106 373		

PASSIF

Capitaux propres

Composition du capital social

Capital social d'un montant de 10 161 970 euros décomposé en 1 016 187 titres d'une valeur nominale de 10,00 euros.

Composition du capital social	Nombre	Valeur nominale
Actions ou parts composant le capital social au début de l'exercice	469 697	10,00
Actions ou parts émises pendant l'exercice	546 500	10,00
Augmentation de la valeur nominale des parts ou actions		
Actions ou parts composant le capital social en fin d'exercice	1 016 187	10,00

La société ne détient aucune de ses propres actions. La SARL 801FRANCE est détenue à 100% par la société américaine BACKROADS située au 801 Cedar Street, 1800 Berkeley, California 94710 aux Etats-Unis.

Tableau de variation des capitaux propres

Décision de l'assemblée générale du 26 juin 2023.

Variation des fonds propres	Solde à l'ouverture	Affectation du résultat	Autres variations		Solde à la clôture
			Augmentation	Diminution	
Capital Social	4 696 970		5 465 000		10 161 970
Réserve légale	199 840	18 097	18 097		217 937
Réserves statutaires, contractuelles					-
Réserves réglementées					-
Autres réserves	3 393 295	4 424 820	343 842		3 737 137
Report à nouveau					-
Résultat de l'exercice	361 938	- 361 938	- 3 240 258	361 938	-3 240 258
Dividende					
Total	8 652 044	0	2 586 681	361 938	10 876 786

Provisions pour risques et charges

Toute obligation actuelle résultant d'un événement passé de l'entreprise à l'égard d'un tiers, susceptible d'être estimée avec une fiabilité suffisante, et couvrant des risques identifiés, fait l'objet d'une comptabilisation au titre de provision.

Tableau des provisions

Provisions pour risques et charges	Montant début de l'exercice	Augmentations : dotations	Diminutions : reprises	Montant fin de l'exercice
I - Provisions réglementées				
Provisions pour reconstitution gisements miniers et pétroliers	-	-	-	-
Provisions pour investissement (art. 237 bis A-II du CGI)	-	-	-	-
Provisions pour hausse des prix	-	-	-	-
Amortissements dérogatoires	911 214	224 423	387 367	748 270
- Dont majorations exceptionnelles de 30%	-	-	-	-
Provisions pour prêts d'installation (art. 39 quinquies H du CGI)	-	-	-	-
Autres provisions règlementées	-	-	-	-
TOTAL I	911 214	224 423	387 367	748 270
II - Provisions pour risques et charges				
Provisions pour litiges	-	-	-	-
Provisions pour garanties données aux clients	-	-	-	-
Provisions pour pertes sur marchés à terme	-	-	-	-
Provisions pour amendes et pénalités	-	-	-	-
Provisions pour pertes de change	-	-	-	-
Provisions pour pensions et obligations similaires	-	-	-	-
Provisions pour impôts	-	-	-	-
Provisions pour renouvellement des immobilisations	-	-	-	-
Provisions pour gros entretiens et grandes révisions	-	-	-	-
Provision pour charges soc. et fisc. sur congés à payer	-	-	-	-
Autres provisions pour risques et charges	-	-	-	-
TOTAL II	-	-	-	-
III - Provisions pour dépréciation				
Sur immobilisations :				
- incorporelles	-	-	-	-
- corporelles	-	-	-	-
- titres mis en équivalence	-	-	-	-
- titres de participations	-	-	-	-
- autres immobilisations financières	-	-	-	-
Sur stocks et en cours	-	-	-	-
Sur comptes clients	-	-	-	-
Autres provisions pour dépréciation	-	-	-	-
TOTAL III	-	-	-	-
TOTAL GENERAL	911 214	224 423	387 367	748 270
Dont dotations et reprises				
- D'exploitation		-	-	
- Financières		-	-	
- Exceptionnelles		224 423	387 367	

Les reprises de provision ont toutes été utilisées au cours de l'exercice.

Engagement de retraite

La convention collective de l'entreprise prévoit des indemnités de fin de carrière. Il n'a pas été signé un accord particulier.

La provision d'indemnité de départ à la retraite a été évaluée conformément au Règlement de l'ANC Numéro 2013-02.
L'indemnité de départ à la retraite est déterminée en appliquant une méthode tenant compte des salaires projetés de fin de carrière, du taux de rotation du personnel, de l'espérance de vie et d'hypothèses d'actualisation des versements prévisibles.

- Les hypothèses actuarielles retenues sont les suivantes :
- Méthode de calcul : rétrospective prorata temporis
 - Base de calcul : salaire annuel moyen
 - Taux d'actualisation : 3,22 %
 - Coefficient de revalorisation : 2 %
 - Age du départ à la retraite : 65 ans
 - Initiative du départ : salarié
 - Taux de rotation du personnel : 2 %
 - Table de mortalité : TG 05
 - Taux de charges sociales : 45 %

		Indemnités de départ à la retraite	Engagement de pension à d'anciens dirigeants	Cotisations Mutuelles prises en charge pour salariés partis en retraite
Engagement retraite	Provisionné			
	Non Provisionné	74 731		
Total		74 731		

Dettes

Etat des dettes

Les dettes ont été évaluées pour leur valeur nominale. Le total des dettes à la clôture de l'exercice s'élève à 9 179 507 euros et le classement détaillé par échéance s'établit comme suit :

ETAT DES DETTES	Montant Brut	A 1 an au plus	+ 1an, 5 ans au +	A + 5 ans
Emprunts obligataires convertibles	-	-	-	-
Autres emprunts obligataires	-	-	-	-
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit à 1 an max. à l'origine	1 070	1 070	-	-
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit à + de 1 an à l'origine	-	-	-	-
Emprunts et dettes financières divers	275	275	-	-
Fournisseurs et comptes rattachés	740 445	740 445	-	-
Personnel et comptes rattachés	488 156	488 156	-	-
Sécurité sociale et autres organismes	543 310	543 310	-	-
Impôts sur les bénéfices	269 012	269 012	-	-
T.V.A.	-	-	-	-
Obligations cautionnées	-	-	-	-
Autres impôts et taxes	4 742 009	4 742 009	-	-
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés	-	-	-	-
Groupe et associés	-	-	-	-
Autres dettes	2 395 229	2 395 229	-	-
Dette représentative de titres empruntés ou remis en garantie	-	-	-	-
Produits constatés d'avance	-	-	-	-
TOTAUX	9 179 507	9 179 507	-	-
Emprunts souscrits en cours d'exercice	-			
Emprunts remboursés en cours d'exercice	-			
Emprunts et dettes contractés auprès des associés personnes physiques	-			

Charges à payer

Charges à Payer :		Montant
Congés payés	Congés payés	192 034
	Charges sociales	-
	Charges fiscales	-
Intérêts Courus	Emprunts et Dettes	-
	Dettes participations Groupes	-
	Dettes participations Hors Groupe	-
	Dettes sociétés en participation	-
	Fournisseurs	-
	Associés	-
	Banques	1 070
	Concours bancaires courants	-
Autres Charges	Factures à recevoir	61 673
	Remise Rabais Ristournes, Avoir à établir	-
	Participations des salariés	279 050
	Personnel	16 552
	Organismes Sociaux	142 068
	Autres charges fiscales	4 728 628
	Divers	-
Total		5 421 075

Évaluation des créances et dettes en devises

Les charges et les produits en devises sont enregistrés au taux de conversion à la date de l'opération. Les dettes, créances et disponibilités en devises figurent au bilan au taux de conversion au cours de fin d'exercice. La différence résultant de l'actualisation des dettes et créances en devises à ce dernier cours est portée au bilan en "écart de conversion". Les pertes latentes de change non compensées font l'objet d'une provision en totalité.

Informations relatives au compte de résultat

Ventilation du chiffre d'affaires

		France	Etranger	Total
Marchandises		-	-	-
Production	Biens	-	-	-
	Services	5 357	27 086 633	27 091 990
Chiffre d'affaires total		5 357	27 086 633	27 091 990

Transferts de charges

Nature	Exercice N	Exercice N-1
Transferts de charges	-1 000	14300
Transferts de changes (pourboires)	151 693	
Remboursements prévoyance		4 541
Remboursements indemnités assurance	50 176	9 759
Total	200 869	28 600

Résultat financier

	Exercice N	Exercice N-1
Produits Financiers de Participations	-	-
Produits des autres valeurs mobilières et créances de l'actif immobilisé	-	-
Autres intérêts et produits assimilés	2 143	-
Reprises sur provisions et transferts de charges	-	-
Différences positives de change	4 853	-
Produits nets sur cessions de valeurs mobilières de placement	-	-
Total Produits Financiers	6 996	-
Dotations aux amortissements, dépréciations et provisions	-	-
Différence négative de changes sur les créances et dettes financières	15 658	-
Intérêts et charges assimilées	-	-
Charges nettes sur cessions de valeurs mobilières de placement	-	-
Total charges financières	15 658	-
Résultat financier	-8 662	-

Résultat exceptionnel

Les produits et charges exceptionnels tiennent compte des éléments qui ne sont pas liés à l'activité normale de l'entreprise.

	Exercice N	Exercice N-1
Autres produits exceptionnels sur opérations de gestion	-	-
Produits Exceptionnels sur Opération en capital	1 687 348	-
Reprise pour provisions pour risques et charges	387 367	-
Total produits exceptionnels	2 074 715	-
Autres charges exceptionnelles sur opérations de gestion	1 041 613	-
Charges Exceptionnelle sur Opération en capital	1 683 522	-
Dotations exceptionnelles aux amortissements et provisions	224 423	-
Total charges exceptionnelles	2 949 558	-
Résultat exceptionnel	-874 842	-

Impôt sur les sociétés

Ventilation de l'impôt

	Avant IS	Impôt taux réduit (*)	Impôt taux normal (*)	Résultat Net
Résultat courant	1 393 312		522 500	870 812
Résultat exceptionnel	-874 842		3 001 735	-3 876 577
Participation des salariés	-279 050		-44 556	-234 493
Total	239 420	-	3 479 679	- 3 240 258

(*) Comporte les crédits d'impôts.

Honoraires des commissaires aux comptes

Exercice N	Montant
Mission de contrôle légal des comptes	10 000
Autres prestations	
Total	10 000

Autres informations spécifiques

Rémunération des dirigeants

Cette information n'est pas mentionnée dans la présente Annexe, car elle conduirait indirectement à donner une rémunération individuelle.

Evènements postérieurs à la clôture

Néant.

Effectif moyen

L'effectif moyen est de :

Catégorie	Effectif moyen
Cadres	
Agents de maîtrise et techniciens	
Employés	183
Ouvriers	
Total	183

Evènements postérieurs à la clôture

Aucun évènement significatif n'est intervenu postérieurement à la clôture.

Engagements financiers

Engagements donnés	Montant
Effets escomptés non échus	
Avals et cautions	
Autres engagements donnés (crédit-bail mobilier)	3 930
Engagement en matière de pensions	74 731
Total	78 661
Dont concernant :	
- Les dirigeants	
- Les filiales	
- Les participations	
- Les autres entreprises liées	

Notification d'un contrôle fiscal

Un contrôle fiscal a lieu portant sur les exercices clos les 31 décembre 2015, 31 décembre 2016 et 31 décembre 2017 et uniquement sur la TVA pour la période allant du 1er janvier 2018 au 30 septembre 2018.

L'administration fiscale a étendu son contrôle à la société du Groupe, Backroads Inc, car elle considère que cette dernière a un établissement permanent en France. Backroads Inc étant le client de 801France et l'administration fiscale considérant que celle-ci a un établissement stable en France, elle en a conclu que 801France aurait dû facturer avec TVA ses prestations à Backroads Inc.

Aussi, des propositions de rectification fiscale au titre de ces 4 exercices ont été adressées à la société 801France contenant une régularisation de la TVA collectée pour un montant de 5.931.466 euros en principal et 414.425 euros en pénalités de retard, soit un total de 6.345.891 euros. Un avis de mise en recouvrement pour cette somme a été envoyé à la société le 16 décembre 2022 qui est contesté.

Les sommes redressées sont contestées par la société. Cette dernière considère la position de l'administration fiscale concernant la présence d'un établissement permanent de Backroads Inc en France comme infondée.

Bien que la société conteste les sommes redressées, elle a payé à l'administration fiscale le 23 mars 2023 le montant de 5.464.430,59 euros. Ce montant complété du montant de 467.035,41 euros saisi le 3 novembre 2020 par l'administration fiscale correspond au montant des droits de 5.931.466 euros sans les pénalités de retard de 414.425 euros. Aucune provision n'a été comptabilisée au titre de ces sommes au 31 décembre 2023.

Par ailleurs, le 22 décembre 2022, la société a reçu une proposition de rectification fiscal portant sur la TVA de l'exercice clos au 31 décembre 2019 contenant une régularisation de la TVA collectée pour un montant de 2.906.987 euros en principal et 237.149 euros en intérêts de retard. Ces sommes sont également contestées par la société pour le même motif que celui du contrôle fiscal précédent et aucune provision n'a été comptabilisée au titre de ces sommes au 31 décembre 2023.

Redressement fiscal

Un contrôle fiscal a eu lieu en Italie portant sur les années 2016 à 2022, un montant de 3.990.733 euros a été comptabilisé en charges à payer à ce titre dans les comptes au 31 décembre 2023.

La société n'a pas encore apprécié l'opportunité d'entreprendre des démarches auprès de l'administration fiscale française en vue d'obtenir une réduction de la base taxable en France au titre des exercices contrôlés en Italie afin d'obtenir un dégrèvement de l'impôt français.

Soutien financier du Groupe

La société mère BACKROADS confirme soutenir financièrement sa filiale 801France jusqu'au 30 juin 2025 par lettre signée le 16 mai 2024.